

Séminaire « Soutenabilités »

Contribution - Covid-19 : pour un « après » soutenable

Nom :

Prénom : Baudoin

Institution ou entreprise :

Axe(s) :

- Quelles interactions humains-nature, mondialisation et pandémies?
- Quelles attentes à l'égard de la puissance publique face aux risques ?
- Quelles interdépendances et quelles formes d'autonomie à différentes échelles ?
- Quelle voie pour une économie soutenable ?

Intitulé de votre contribution : Pour une décroissance durable

Résumé de votre contribution :

Je pense ne pouvoir traiter le sujet que comme un tout. La France doit pour moi faire face à 2 risques majeurs : l'effondrement de la société/du capitalisme et le dérèglement climatique, les deux étant bien sûr liés. Il faut enclencher la démarche de mise en compatibilité de nos vies et de neutralité carbone et pour cela nécessairement décroître, ce que le capitalisme ne pourra supporter. Mais que vaut-il mieux ? Sauver l'humanité ou le capitalisme ? L'Etat doit donc préparer la fin de ce capitalisme et de sa croissance sans fin. Il doit donc en priorité former les citoyens à l'après-capitalisme, à l'après-pétrole. L'Etat doit donc former les citoyens aux enjeux environnementaux, climatiques, énergétiques et géopolitiques. Mais il doit également former les gens aux nouveaux métiers/aux nouvelles activités. En vrac, l'Etat doit : - former des armées de maraîchers/éleveurs/artisans ; - réduire le transport aérien, développer les transports publics bas carbone, décourager l'utilisation de la voiture et encourager tout ce qui ressemble au vélo électrique ; - aller comme prévu vers 50% de bio dans les cantines, mais aussi réduire fortement la part carnée de l'alimentation ; - doit faire en sorte que le cours de la bourse européenne du carbone crève le plafond ; - interdire les passoires thermiques.

Contribution - Covid-19 : pour un « après » soutenable

Pour France Stratégies

Mercredi 2 avril 2020

Introduction

Je pense ne pouvoir traiter le sujet que comme **un tout**. La France doit pour moi faire face à 2 risques majeurs : **l'effondrement** de la **société/du capitalisme** (faillite de l'Etat) et le **dérèglement climatique**, les deux étant bien sûr liés. Il faut enclencher la démarche de mise en **compatibilité** de nos vies et de **neutralité carbone** et pour cela nécessairement **décroître**, ce que le capitalisme ne pourra supporter. Mais que vaut-il mieux ? Sauver l'humanité ou le capitalisme ? L'Etat doit donc préparer la fin de ce capitalisme et de sa croissance sans fin. Il doit donc en priorité **former les citoyens à l'après-capitalisme, à l'après-pétrole**. Certes, par sa démarche, l'Etat s'affaiblit un peu pendant cette période de transition, mais c'est le petit prix à payer pour une **nation préparée au monde d'après**, et donc **résiliente**. L'Etat doit donc **former les citoyens** (et en particulier les étudiants) aux enjeux environnementaux, climatiques, énergétiques et géopolitiques. Mais il doit également former les gens aux nouveaux métiers/aux nouvelles activités.

Actions à mettre en oeuvre (de mon point de vue) 1/2

En admettant que l'économie de demain devra être relocalisée, l'Etat doit former des armées de **maraîchers/éleveurs/artisans** de tout corps de métier (à très bas niveau d'utilisation d'énergies fossiles, en dehors de la phase d'installation) et re-former les bénéficiaires actuels de la PAC à de nouveaux modes de culture plus durables.

Elle doit avec force **réduire le transport aérien** (les développements d'aéroport sont donc trivialement à exclure), développer les transports publics bas carbone (faire passer les bus à l'électrique ou à l'hydrogène ?), décourager l'utilisation de la voiture et **encourager** tout ce qui ressemble au **vélo électrique**.

L'état doit aller comme prévu vers 50% de bio dans les cantines, mais aussi **réduire** fortement la **part carnée** de l'alimentation.

Actions à mettre en oeuvre (de mon point de vue) 2/2

L'Europe doit faire en sorte que le cours de la **bourse** européenne du **carbone** crève le plafond ET que l'importation de **GES** *via* des produits soit **taxée** aux **frontières** !

L'Etat Français doit enfin se saisir du sujet de la consommation d'énergie dans le résidentiel, en interdisant les **passoires thermiques** (même petites), en décourageant l'installation d'ascenseurs et de climatisations, en incitant à l'utilisation de matériaux bio-sourcés, en supprimant à moyen terme le chauffage au fioul, etc.

Par ailleurs, le **système de santé** est à bout. Je pense qu'il faut conserver quelques gros hôpitaux de pointe, mais globalement adopter une toute nouvelle logique basée sur le maintien en bonne santé des citoyens, leur suivi régulier et de petites structures de soin de proximité, n'ayant pas le réflexe médicament.

De nouvelles ressources ?

Pour financer tout cela, il se dit qu'il y aurait de très importantes **fraudes fiscales** à aller récupérer (et, comme les Américains, **taxer** les Français de **l'étranger**, en particulier ceux qui bénéficient soit du régime retraite, soit du régime santé).

ANNEXE

Intitulé du problème 1* : “Sachant que : Pétrole \implies PIB + CO2 \implies biodiversité + migrations climatiques + rendements agricoles + Évènements climatiques extrêmes \implies **Cul de sac**”

Comment faire en sorte de l'éviter ?

